

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 06/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES MBTP

200, Z.I. Le Jasmin
73240 SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

Références : 20230426-RAP-InspCarrieresMBTP_LaBalme-Complet
Code AIOT : 0006101508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 26/04/2023, dans l'établissement CARRIERES MBTP implanté au lieu-dit "Létrechaud" sur la commune de LA BALME (73170). L'inspection a été annoncée le 07/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES MBTP
- Lieu-dit "Létrechaud" 73170 LA BALME
- Code AIOT : 0006101508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 22/10/2018, la société SAS "MBTP-BOSVET" a été autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert, hors d'eau, d'éboulis calcaires dite "carrière de La Balme" pour une durée de 15 ans (remise en état finale comprise) avec une production annuelle maximale de 30 000 tonnes (production annuelle moyenne de 25 000 tonnes). Un arrêté préfectoral portant modification des conditions d'exploitation a par ailleurs été délivré à la société SAS "Carrières MBTP" le 30/06/2020 (modification de la géométrie des merlons de protection bordant le site le long de la voie routière).

L'exploitation du gisement est réalisée par campagnes, en fonction de la demande. Les matériaux sont uniquement extraits au moyen d'une pelle mécanique depuis le haut de l'éboulis avant d'être jettés en contrebas puis repris en pied d'éboulis. Une installation de traitement de matériaux mobile est également mise en oeuvre sur site en tant que de besoin, également par campagnes.

Le site de la carrière, implanté en bordure de la route départementale RD 1516, est surplombé par une barre rocheuse (falaises) naturelle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'exploitation / phasage ;
- Suites données à la visite d'inspection du 28 octobre 2022 ;
- Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille (surveillance des instabilités et formalisation/traçabilité du suivi) ;
- Télédéclaration annuelle GERE (déchets, "enquête annuelle carrière").

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« sans suite administrative »**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Mesures de sécurité et de suivi des instabilités	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 3 (modification article 7.2.3.2 AP 10/2018)	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 1.8.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Déclaration annuelle des émissions de polluants et déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article articles 4 – Point V et 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de confirmer que le suivi des instabilités présentes en surplomb de la carrière et dans la zone d'éboulis est globalement réalisé de manière satisfaisante. L'exploitant doit cependant s'assurer du libre accès aux dispositifs de mesures/surveillance (repères topométriques).

Par ailleurs, l'exploitant devra apporter des précisions concernant le respect du plan de phasage

prescrit par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (retard à formaliser).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 1.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. [...] Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Un plan de coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité Interdépartementale des deux Savoie). Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Postérieurement à la visite d'inspection de mai 2022, il avait été demandé à l'exploitant de : - Transmettre un plan d'exploitation à jour de 2022 complété par un plan des coupes permettant de visualiser et de comparer les profils existants aux profils théoriques présentés en annexes II et IV de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/10/2018 ; - Compléter les plans par l'implantation d'une rose des vents. Par courrier du 24/10/2022, l'exploitant a transmis un plan d'exploitation à jour du 27/09/2022 complété par une rose des vents ainsi que, en annexe, des plans en coupes (au total 7 profils) permettant de visualiser et de comparer les profils existants aux profils théoriques. Le jour de l'inspection, l'exploitant a remis en séance un nouveau plan d'exploitation à jour du 13/12/2022 (cependant sans les coupes de profils associées). Les opérations d'extraction sont aujourd'hui réalisées au droit de la plateforme supérieure localisée au Sud du site, tel que prescrit par l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'octobre 2018. L'examen du plan d'exploitation montre qu'à fin 2022, l'altitude de la zone d'extraction se situe entre les cotes 290 et 295 m NGF. De plus, à ce jour l'extraction semble toujours localisée en partie Sud du site alors même que le phasage prévoit une extraction sur tout le linéaire de l'éboulis. Pour rappel, le phasage se décompose en trois phases quinquennales, la phase 1 devant s'achever à la cote 280 m NGF d'après le plan présent en annexe IV de l'arrêté préfectoral susvisé. Il semble donc que l'exploitation de l'éboulis accuse un retard au regard du phasage théorique prescrit. Enfin, l'examen des coupes en profils n° 6 et 7 (localisées au droit de la zone en cours d'extraction) montre un "surcreusement" de l'éboulis par rapport aux profils théoriques présentés dans le dossier de demande de renouvellement/extension de l'autorisation d'exploiter.
Observations : Au regard des observations formulés ci-avant, il est demandé à l'exploitant de produire, sous un délai de 30 jours, une note relative au phasage de son exploitation visant à préciser l'état d'avancement au regard du phasage prévisionnel. L'exploitant doit par ailleurs apporter, dans le même délai, des précisions concernant les informations retranscrites par les coupe en profils n° 6 et 7 et apporter des justifications le cas

échéant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures de sécurité et de suivi des instabilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 3 (modification article 7.2.3.2 AP 10/2018)
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales de prévention et de protection contre le risque de chute
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Dans le cadre du suivi de la stabilité de la carrière, l'exploitant met en place les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une station météorologique (pluviomètre...) dédiée au site ; - Une procédure de débrayage de l'exploitation (de 24 à 48 h) en cas d'atteinte d'un seuil météorologique d'alerte fixé à > 25 mm/j (pluviométrie journalière à j-1). Cette procédure fera l'objet d'une validation (notamment le temps d'arrêt de l'activité avant reprise) par le bureau d'étude géotechnique chargé du suivi du site ; - Un contrôle visuel des talus amont dès que la pluie journalière dépassera 25 mm ; - Un suivi topographique des « cibles à visée théodolite » de manière à vérifier l'absence d'évolution des zones surveillées. La position de ces cibles sera relevée chaque année avant la remise en exploitation de la carrière de manière à contrôler l'évolution de masses surveillées. <p>En cas de déplacement jugé important (mouvements > 2 cm sur les cibles situées dans les éboulis et > 0,5 cm sur les cibles de surplomb i18a et i18b), une visite d'inspection systématique par un géotechnicien permettra de définir un programme d'interventions sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Toute chute de blocs de volume significatif (volume supérieur à 0,1 m³) pendant ou hors de la période d'exploitation sera systématiquement signalée au directeur d'exploitation. Ce dernier procédera alors à un examen visuel de la zone de départ et jugera de la nécessité de faire appel à un expert géotechnicien.</p> <p>Les opérations de purges manuelles devront être répétées plusieurs fois au cours de l'exploitation de la carrière (à minima 1 fois/5 ans) ; cette périodicité pourra être abaissée en fonction des évènements pouvant se produire sur le versant.</p> <p>Constats : L'exploitant a produit une note de synthèse MBTP, datée du 28/03/2023, relative au "suivi des cibles topographiques" réalisé sur le site de la carrière de La Balme.</p> <p>Cette note "exploitant" était accompagné d'une note technique produite par le bureau d'étude géotechnique SAGE (réf. JB - RP11943 du 09/03/2023) ayant pour objet de faire la synthèse du suivi 2023 des cibles topographiques implantées sur le site en avril 2019.</p> <p>Pour rappel, 10 cibles topographiques ont été mises en place selon l'implantation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 cibles nommées C1 à C4 dans une zone de surplombs nommée i18 ; - 5 cibles nommées C5 à C10 dans la zone d'éboulis. <p>5 campagnes de mesures ont été réalisées à ce jour : 28/05/2019, 12/12/2019, 30/04/21, 12/04/22 et enfin 12/03/23.</p> <p>La note technique indique que l'analyse de la stabilité des éboulis a été complétée par des observations de terrain réalisées le 07/03/23.</p> <p>Cette note conclut ainsi :</p>

<p>- L'analyse des cibles topographiques entre avril 2022 et mars 2023 et entre mai 2019 et mars 2023 ne montre pas d'évolution significative de la zone en surplombs et de la zone d'éboulis qui domine la carrière.</p> <p>- Les observations de terrain réalisées le 07/03/2023 confirment que les évolutions de la zone d'éboulis sont peu importantes et que le risque d'un départ en masse dans les éboulis est faible à court terme.</p> <p>L'examen de ce document appelle cependant les remarques suivantes :</p> <p>- La cible C4 (cible localisée en zone de surplombs) n'a pu être mesurée du fait qu'elle est masquée par la végétation. Pour rappel, l'article 7.2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation stipule que : "Afin de pérenniser leur visibilité, les alentours des cibles seront déboisés/débroussaillés." :</p> <p>- La cible C5 (cible localisée dans la zone d'éboulis) n'a également pu être mesurée du fait qu'elle se trouvait tournée dans une autre direction.</p> <p>- Il est fait état de quelques arrivées de blocs de 50 litres maximum au niveau du carreau de la carrière sans observation de blocs de volume significatif (> 1 m³).</p> <p>Pour rappel, l'article 7.2.3.2 susvisé dispose que "Toute chute de blocs de volume significatif (volume supérieur à 0,1 m³) pendant ou hors de la période d'exploitation sera systématiquement signalée au directeur d'exploitation. Ce dernier procédera alors à un examen visuel de la zone de départ et jugera de la nécessité de faire appel à un expert géotechnicien."</p>
<p>Observations :</p> <p>Au regard de ce qui précède, il est demandé à l'exploitant de :</p> <p>- Prendre les dispositions nécessaires afin que l'ensemble des dispositifs de mesure (repères topométriques) restent accessibles.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant justifiera du débroussaillage effectif des secteurs concernés par l'implantation des cibles topographiques ;</p> <p>- Justifier sur la base d'une note SAGE et sous un délai de 15 jours, de l'absence de nécessité de procéder à un nouveau relevé des cibles, tel qu'évoqué en séance par l'exploitant le jour de l'inspection ; - Refaire un point avec le bureau SAGE concernant la définition d'un "bloc de volume significatif".</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Déclaration annuelle des émissions de polluants et déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4 (point V) et 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réglementation générale</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4 :</p> <p>V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.</p> <p>Article 7 :</p> <p>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant n'avait toujours pas procédé à la télédéclaration annuelle relative aux émissions et aux transferts de polluants ainsi qu'aux déchets (applicatif ministériel GEREP).</p> <p>De plus s'agissant d'une carrière de matériaux, cette télédéclaration doit également comporter les</p>

informations relatives à "l'enquête annuelle carrière" mentionnées à l'article 4 susvisé.
Pour rappel, la déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets au titre de l'année 2022 devait avoir été finalisée avant le 31/03/2023.

Il avait alors été demandé en séance à l'exploitant de procéder à cette télédéclaration dans les meilleurs délais.

Cela a été fait en date du 28/04/2023. L'examen de cette télédéclaration de même que le contrôle de cohérence réalisé au regard des données télétransmises sur les années antérieures (2020 et 2021) n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection ICPE.

Les valeurs relatives à la production annuelle déclarées confirment cependant un retard sur le phasage d'exploitation.

Au regard de ce qui précède, la télédéclaration effectuée par l'exploitant en 2023 a été validée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet